

Gérer un cimetière

Guide juridique et pratique
de la gestion des cimetières

Sous la direction de Philippe DUPUIS
Universitaire et consultant

TOME 1

territorial éditions

Avertissement de l'éditeur :

La lecture de cet ouvrage ne peut en aucun cas dispenser le lecteur de recourir à un professionnel du droit.

Nous sommes vigilants concernant les autorisations de reproduction et indiquons systématiquement les sources des schémas, images, tableaux, etc. repris dans nos classeurs.

Pour toute demande de modification, mise à jour ou suppression d'un élément au sein de cet ouvrage, merci de contacter :
nathalie.marion@territorial.fr.

 <p>DANGER LE PHOTOCOPIAGE TUE LE LIVRE</p>	<p>Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement la présente publication sans autorisation du Centre Français d'exploitation du droit de Copie. CFC 20, rue des Grands-Augustins 75006 Paris. Tél. : 01 44 07 47 70</p>
---	---



Sommaire

L'équipe éditoriale

Partie 1

Aménager un cimetière

I • Les emplacements réservés

A - Comment créer des emplacements réservés

B - La mise en œuvre de l'emplacement réservé

II • Le recours à l'expropriation

Préambule

A - La phase administrative

1. L'utilité publique de l'opération
2. La théorie du bilan « coûts-avantages »
3. La déclaration d'utilité publique
4. L'arrêté de cessibilité

B - La phase judiciaire de l'expropriation

1. L'évaluation du bien exproprié
2. Les règles de fond
3. Le paiement de l'indemnité
4. Les modalités du paiement
5. La rétrocession

C - L'expropriation de fait

1. Le cimetière est un ouvrage public.
2. La possibilité de destruction de l'ouvrage public mal planté

Annexe I

L'évaluation des indemnités

II bis • Le recours au droit de préemption urbain

Préambule

A - Champ d'application spatial du DPU

1. Création du DPU
2. Existence d'un projet

B - Champ d'application matériel du DPU

1. La nature juridique du bien
2. L'existence d'un droit de préemption renforcé

C - L'exercice du DPU

1. Délai de réponse
2. Formes de la réponse
3. La motivation
4. Contenu de la réponse

III • L'acquisition amiable

A - Le principe de la consultation obligatoire

B - Le rôle fondamental du conseil municipal

C - Signature et paiement du prix

D - Bilan des acquisitions foncières

IV • L'aménagement du cimetière

A - Le caractère public du cimetière

- 1. L'exception des cimetières privés*
- 2. L'exception de l'inhumation en terrain privé*

B - Conséquence de la qualification d'élément du domaine public communal

- 1. Affectation à l'usage du public*
- 2. Affectation à l'usage d'un service public*
- 3. Le critère de l'accessoire : un critère résiduel*
- 4. Les grands principes de protection du domaine public*
- 5. Les autorisations unilatérales*
- 6. Les autorisations conventionnelles*
- 7. L'occupation du domaine public : l'exigence d'un titre explicite*
- 8. Quelles sont les solutions pour faire cesser cette occupation ?*

C - Les servitudes imposées au domaine public

D - Les servitudes et le cimetière

- 1. Les servitudes de droit privé et le domaine public*
- 2. Les servitudes spécifiques au cimetière*

E - La protection du cimetière

- 1. La police des parcelles manifestement non entretenues*

La suite de ce point E fera l'objet d'une prochaine mise à jour.

V • Création, agrandissement, translation de cimetière

A - Présentation générale

- 1. La compétence de principe est reconnue au conseil municipal*
- 2. L'exception : l'hypothèse d'une autorisation préfectorale*

B - La possible nécessaire réalisation préalable d'une enquête publique relevant du régime des enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement

- 1. Présentation générale*
- 2. L'information préalable du préfet*
- 3. La détermination du commissaire enquêteur – de la commission d'enquête*
- 4. Les attributions dévolues au commissaire enquêteur – aux membres de la commission d'enquête*
- 5. L'indemnisation du commissaire enquêteur*
- 6. Le déroulement de l'enquête publique environnementale*
- 7. La composition du dossier d'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement*

C - La translation

D - Comment choisir le terrain ?

E - La fermeture du cimetière

- 1. Des dispositions textuelles ambiguës*
- 2. L'inhumation dans un cimetière fermé sans limitation de durée est possible !*

VI • Les équipements

A - Les équipements obligatoires

1. La clôture
2. Le terrain commun
3. Les espaces intertombes
4. L'ossuaire
5. Le site cinéraire
6. Les plantations

B - Les équipements facultatifs

1. Les emplacements réservés aux concessions funéraires
2. Le caveau provisoire
3. Le site cinéraire

VII • Les cimetières intercommunaux

A - Formules de coopération funéraire communale

B - Le recours à l'intercommunalité

Partie 2

La gestion des sépultures

I • Le terrain commun

Préambule

A - La limitation des droits de la famille sur le terrain commun

B - Une reprise aux formalités simples

II • Les concessions funéraires

Préambule

A - Les concessions funéraires ne sont pas des actes unilatéraux mais des contrats

B - La création et la délivrance des concessions

1. La création des concessions : un pouvoir du conseil municipal
2. Catégories de concessions
3. L'impossibilité d'un changement implicite de nature
4. Qui a vocation à être inhumé dans une concession funéraire ?
5. Est-il alors possible de changer la nature d'une concession funéraire après la mort du fondateur ?
6. Durée des concessions
7. Délivrance des concessions funéraires : délégation possible au maire
8. Conditions d'octroi
9. Forme de la concession
10. Modèle de titre de concession
11. La communicabilité des titres de concession : cas pratique

C - Les droits et obligations du titulaire de la concession

1. Les droits du titulaire de la concession
2. Les obligations du concessionnaire

D - Les droits et obligations de la commune

1. *Les obligations de police*
2. *Le droit du concédant : la reprise des concessions funéraires*

III • Les sépultures militaires

Préambule

A - Droit à la sépulture perpétuelle

B - Lieux de sépulture perpétuelle

1. *Les cimetières militaires nationaux*
2. *Carrés militaires dans les cimetières communaux*

C - Fleurissement

D - Registre des noms des soldats

E - Synthèse

Partie 3

Le site cinéraire

I • Élément facultatif du cimetière communal ?

Différents cas de figure

II • Régime juridique des cendres

La protection des cendres par le droit civil

III • Lieux affectés aux cendres dans le cimetière

Introduction

A - Prééminence du cimetière comme lieu de destination des cendres

1. *Le principe*
2. *Les exceptions*

B - Lieu de dispersion

1. *Le lieu spécialement affecté à cet effet*
2. *L'interdiction d'autres lieux de dispersion dans le cimetière*

C - Columbarium

D - Sépultures d'urnes

E - Inhumation dans une concession ou scellement sur un monument

F - Habilitation et intervention des familles

Annexe consultable sur le web

Introduction : L'organisation des funérailles

1. La liberté des funérailles et le juge
2. Le problème des délégations en matière de signature des autorisations

I • La police des inhumations et des exhumations

A - Les inhumations

1. Les autorisations
2. Délivrance de l'autorisation
3. Responsabilité
4. Inhumation des personnes dépourvues de ressources suffisantes
5. L'existence d'une obligation d'inhumation à la charge des communes doit se combiner avec la police de l'ordre public qui appartient au maire
6. La nécessité du cercueil

B - La crémation

1. La délivrance de l'autorisation de crémation à la demande de la personne qui a qualité pour pourvoir aux funérailles
2. La crémation des restes exhumés
3. La crémation des restes des sépultures reprises

C - Les exhumations

1. À la demande des familles
2. Exhumation des corps des membres des congrégations
3. Exhumations consécutives à une reprise administrative
4. Autres hypothèses
5. Respect dû aux morts
6. Précautions d'hygiène à prendre lors des exhumations
7. Responsabilité indirecte de l'opérateur funéraire

D - Réduction ou réunion de corps

1. État des lieux
2. Conséquences pour les communes

II • La police des lieux de sépulture

A - L'accès au cimetière

B - Maintien de l'ordre, décence

1. Principe
2. La police de la sécurité et de la salubrité des immeubles
3. Péril imminent
4. Péril non imminent : une procédure spécifique pour les monuments funéraires
5. Un cas particulier : le vol dans les cimetières

C - Principe de laïcité et neutralité du cimetière

1. Le contexte juridique
2. Le carré confessionnel : une illégalité paradoxale ?

D - Esthétique et construction

1. Un pouvoir municipal limité
2. Gravures et monuments
3. Une possibilité méconnue : la législation sur les monuments historiques

E - La surveillance des opérations funéraires

1. *Surveillance des opérations funéraires : un allègement bienvenu*
2. *Qui doit surveiller ?*
3. *Substitution des autorisations à des déclarations préalables*
4. *Une harmonisation des vacances*

F - Le régime juridique des terres de cimetières

1. *La terre de cimetière est un déchet*
2. *La terre de cimetière, déchet produit par une opération privée ou publique*
3. *Une vieille lune : l'interdiction de sortir la terre des cimetières !*

G - Le régime juridique des déchets métalliques

1. *Quelle est la nature juridique de la prothèse ?*
2. *Le sort de la prothèse après la crémation*
3. *La prothèse : un souvenir de famille ?*
4. *Le sort des métaux issus de la crémation : ils appartiennent au crématorium*

Annexes consultables sur le web

Partie 5

Règlement commenté

Introduction

I • Le règlement de cimetière est une manifestation du pouvoir de police

A - La police administrative générale et le maire

B - Le maire est titulaire de polices spéciales en matière funéraire

C - Contrôle du juge

D - Violation du règlement

II • La forme de l'exercice des pouvoirs de police : l'arrêté portant règlement de cimetière

Les principales règles de l'arrêté de police

III • Règlement commenté

A - L'aménagement général des cimetières

B - Décoration et ornement des tombes

C - Les inhumations et les exhumations

1. *Les inhumations*
2. *Les exhumations*

D - Lieux et modes d'inhumation

E - Dispositions relatives aux sépultures en terrain commun

F - Le pouvoir de police

G - Dispositions relatives aux sépultures en terrain concédé

1. *Les droits et obligations du titulaire de la concession*

H - Caveau provisoire

I - L'ossuaire

J - La destination des cendres dans le cimetière

1. Dispersion dans un lieu spécialement affecté à cet effet
2. Dépôt de l'urne dans une case de columbarium
3. Scellement d'une urne sur un monument funéraire
4. Dépôt de l'urne dans une sépulture

Partie 6

Les contentieux au sein du cimetière

Introduction

1. Les fondements de ce dualisme juridictionnel
2. Le champ de compétence incompressible de l'autorité judiciaire
3. Le champ de compétence irréductible du juge administratif

I • Les contentieux relevant de la compétence de l'ordre juridictionnel administratif

Préambule

A - Le contentieux de la légalité - le contentieux de l'excès de pouvoir

1. Les formes de ce recours en contestation de la légalité d'un acte administratif

B - Les procédures d'urgence en matière de contentieux funéraire administratif

1. Présentation générale
2. Le juge des référés statuant en urgence
3. Le référé-provision

II • Le contentieux relevant des juridictions judiciaires

A - Les concessionnaires titulaires d'un droit réel immobilier

B - Le contentieux dévolu au juge judiciaire civil

1. Juge civil et règlement des conflits familiaux
2. Juge civil et règlement des conflits relatifs au droit de construction
3. Juge civil et actions en responsabilité quasi délictuelle
4. Contentieux de la voie de fait ou de l'emprise irrégulière

C - Les procédures d'urgence devant le juge civil

1. Les ordonnances de référé conservatoire
2. Les ordonnances en référé de l'article 808 du nouveau Code de procédure civile

D - Le contentieux des sépultures menaçant ruine

1. L'information des concessionnaires
2. L'arrêté de péril
3. Non-exécution de l'arrêté de péril initial : seconde mise en demeure
4. Hypothèse de la démolition de la sépulture
5. Protection des sépultures au titre des monuments historiques
6. Protection des sépultures situées en secteur sauvegardé

E - Le contentieux dévolu au juge pénal

1. Le non-respect de la volonté du défunt
2. Atteinte à l'intégrité du cadavre et violation de sépulture
3. Extension de la protection pénale aux cendres et à l'urne

Partie 7

La gestion du personnel du cimetière

I • Approche statutaire

Préambule

A - La solution de principe : le recours à des fonctionnaires territoriaux

1. *Les conservateurs de cimetière*
2. *Les agents de cimetière*

B - Le recours subsidiaire à des agents contractuels de droit public

1. *Panorama des occurrences permettant le recours au recrutement d'agents contractuels de droit public*

II • Le nécessaire encadrement de la prévention des atteintes à l'hygiène et à la sécurité des agents dans l'exercice de leurs missions

Introduction

A - Les différents acteurs intervenant en matière d'hygiène et de sécurité dans les conditions de travail dans la fonction publique territoriale

1. *Les acteurs concourant à la mise en œuvre et au respect de l'encadrement relatif à l'hygiène et à la sécurité dans les conditions de travail*
2. *Les organes concourant à la mise en œuvre et au respect de l'encadrement relatif à l'hygiène, à la sécurité et aux conditions de travail*

Partie 8

L'habilitation funéraire

I • Le champ d'application de l'habilitation

Préambule

A - Le champ d'application matériel et organique de l'habilitation dans le domaine funéraire

1. *Le champ matériel de l'habilitation dans le domaine du funéraire : les prestations concernées*
2. *Le champ d'application organique de l'habilitation dans le domaine funéraire : les prestataires concernés*

II • La procédure de délivrance (ou de refus de délivrer) de l'habilitation dans le secteur funéraire

Préambule

A - Les conditions devant être observées en vue de l'obtention d'une habilitation dans le secteur funéraire

1. *Les exigences concernant le dirigeant de la personne demanderesse*
2. *La nécessaire conformité des installations techniques et des véhicules à des prescriptions réglementaires*
3. *La nécessaire démonstration d'une capacité professionnelle minimale du dirigeant et des agents*
4. *La nécessaire régularité de la situation du bénéficiaire au regard des impositions de toute nature et des cotisations sociales*

B - La demande (de renouvellement/de modification) d'habilitation dans le domaine funéraire : le contenu du dossier de demande

1. *Les éléments communs à toutes les demandes (de renouvellement/de modification) d'habilitation*
2. *Les justificatifs particuliers complémentaires*
3. *Précisions terminales concernant le dépôt de la demande*

C - La délivrance – le refus de délivrer – l'habilitation sollicitée

1. *L'autorité compétente pour se prononcer sur la demande d'habilitation dans le domaine funéraire*
2. *Compétence liée ou pouvoir discrétionnaire du préfet pour – refuser de – délivrer une habilitation dans le domaine funéraire ?*
3. *La durée de validité de l'habilitation*
4. *La nature du silence gardé par l'autorité préfectorale*

III • Les sanctions aux manquements au cadre juridique de l'habilitation dans le domaine funéraire

Préambule

A - Les sanctions de nature administrative aux manquements au cadre juridique de l'habilitation dans le domaine funéraire

1. *Détermination de l'autorité compétente et des occurrences dans lesquelles peut être prononcé une suspension ou un retrait d'habilitation funéraire*
2. *La procédure d'édiction de la suspension ou du retrait de l'habilitation dans le domaine funéraire*
3. *La gestion administrative des opérateurs funéraires ayant fait l'objet d'une sanction administrative*

La suite de ce chapitre fera l'objet d'une prochaine mise à jour.

